

Le maire de Lamballe, Loïc Cauret revient d'une mission en Palestine. Il présentera son séjour au public mercredi 18 mars.

■ **L'interview**

« Notre devoir est d'informer sur la situation en Palestine »



Quel était le but de votre séjour en Palestine ?

Nous adhérons à une association Cités Unies qui fait un travail sur l'international. L'objectif est d'aider à la coopération décentralisée. L'association a décidé de lancer un appel à la solidarité pour la Palestine après la guerre récente que vient de connaître la région. A Lamballe, par exemple, nous donnons un pourcentage par habitant. Cela représente environ 1 900 €.

Parallèlement, s'est montée une mission d'évaluation à Gaza. C'est un acte important d'aller sur place pour se rendre compte de la situation. Un prolongement de l'aide qui permet d'avoir une connaissance approfondie de la situation.

Qu'avez-vous pu voir sur place ?

On y a vu l'enfermement de la Palestine et des Palestiniens. Quand on arrive à Gaza, on est dans les murs et les barbelés. On y a vu des destructions d'écoles, d'hôpitaux, d'installation des Nations Unies, des zones industrielles entièrement rasées, des maisons détruites...

On a vu aussi la désespérance. A Gaza, 80 % de la population dépendent des subsistances internationales. Mais comme les frontières sont fermées, rien ne rentre, sauf quelques produits.

On y a vu également l'absurdité. Pâtes, lentilles et confitures ne sont pas des produits autorisés donc ne rentrent pas dans le territoire. De même, nous avons pu y pénétrer mais une délégation italienne et une espagnole sont restées bloquées. Il y a une mise en scène de la pres-

sion. Nous avons vécu ce sentiment d'être suspects.

Au-delà de ce qui est visible, nous avons pu constater la division politique des Palestiniens. C'est un élément supplémentaire qui rend encore plus difficile la création d'un Etat palestinien.

Il y a effectivement ce que vous avez pu ressentir ?

Les Palestiniens font de l'école un élément fondamental. Il y a, là-bas, un taux d'éducation important. On voyait des enfants aller en classe dans des ruines. Et un des problèmes des Nations Unies est, par exemple, d'avoir du papier pour les écoliers. La guerre a été un traumatisme lourd pour les enfants. D'autant que des lieux, qu'on pensait sanctuarisés, comme les écoles ont été détruits.

Beaucoup de ceux qu'on a rencontrés ne comprenaient pas pourquoi on ne respecte pas le droit. Pourquoi on enferme un peuple tout

entier, pourquoi on ne condamne pas l'emploi des sous-munitions, des bombes au phosphore blanc.

Ce que nous avons vu est impressionnant et traumatisant. Il ne faut pas oublier en même temps le droit d'Israël à vivre en sécurité.

Sur les 1 500 morts du dernier conflit, il y avait peu de combattants. On a dit que le Hamas utilisait la population comme bouclier humain. Les Gazaouis ont une autre version. En fait, les combattants du Hamas se sont cachés. Ils sont ressortis après les attaques en criant victoire.

Que va-t-il se passer maintenant pour cette mission ?

Nous avons fait une évaluation des choses. On sent qu'un peuple entier est puni. C'est intolérable.

Maintenant, il faut informer. L'opinion internationale doit prendre en compte cette situation en exigeant l'ouverture des murs sans laquelle il ne sert à rien de donner cinq milliards d'euros. Il faut arrêter la

colonisation.

Il faut dénoncer des situations scandaleuses. Des produits qui proviennent des territoires occupés sont commercialisés sous l'étiquette produit en Israël.

Nous devons aussi nous appuyer sur des actions concrètes. Comme participer, avec l'Etat, à la reconstruction de l'hôpital du Croissant rouge ; soutenir une association de droits de l'homme ; aider les associations qui distribuent des vivres, permettant de soutenir la production locale, de développer l'activité économique et de faire circuler l'argent.

Comment envisagez-vous une issue à cette situation ?

La création de l'Etat palestinien auquel se raccroche la communauté internationale ne pourra se faire à cause de cet enfermement. Il faut savoir ce que veut Israël pour vivre en paix avec d'autres peuples. La situation à Gaza est dramatique mais en Cisjordanie, par exemple, il faut faire 15 km pour aller travailler à un lieu distant de 3 km, à cause des colonies omniprésentes.

Je ne suis pas très optimiste. Mais attention, je ne confonds pas le peuple d'Israël et l'Etat d'Israël. L'espoir viendra d'une partie du peuple israélien et de la communauté internationale. Il faudra aussi un vrai gouvernement d'unité nationale en Palestine. Le chemin est long.

Propos recueillis par Bertrand DUMARCHÉ

Mercredi 18 mars à 20 h 30, salle François Chataignier, à Lamballe, Loïc Cauret rendra compte de sa mission en Palestine.

